

Unité départementale du Bas-Rhin  
14 Rue du Bataillon de Marche 24  
67200 Strasbourg

Strasbourg, le 31/03/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/03/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ALOXAN**

1 rue de l'Industrie  
67660 BETSCHDORF

Références : 0723/DB

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/03/2022 dans l'établissement ALOXAN, implanté 1 rue de l'Industrie 67660 BETSCHDORF. L'inspection a été annoncée le 28/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ALOXAN
- 1 rue de l'Industrie 67660 BETSCHDORF
- Code AIOT dans GUN : 0006700723
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société ALOXAN exploite 1 rue de l'industrie à 67660 BETSCHDORF, un atelier de traitement de surface autorisé par arrêté préfectoral du 16 décembre 1991 où sont exercées des activités d'usinage et d'anodisation de pièces et profils en aluminium et de traitement de surface de pièces industrielles.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Traitement de surface (rubrique 3260)
- Transmissions des données de surveillance des émissions des ICPE
- Déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets
- Gestion et stockage de substances dangereuses

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible, en fin d'inspection, de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées, dans un délai court, les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(en)t été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Surveillance et transmission des émissions et des effets sur l'environnement	Arrêté Préfectoral du 19/02/2021, articles 3 et 6	/	Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(en)t été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Dispositions générales d'exploitation	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, articles 11 et 12	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(en)t été donnée(s)	Autre information
Désenfumage – présence de DEFNC	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II	/	Sans objet
Désenfumage – Dimensionnement des DEFNC	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II	/	Sans objet
Installations électriques – mises à la terre	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5	/	Sans objet
Installations électriques – chauffage des bains	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6	/	Sans objet
Moyens de lutte incendie – moyens et entretien	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10	/	Sans objet
Confinement des eaux incendie – dimensionnement	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9	/	Sans objet
Confinement des eaux incendie – organes de commande	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9	/	Sans objet
Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 26	/	Sans objet
Déchets	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, articles 27, 29, 30	/	Sans objet

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

\* Après analyse dans le logiciel GIDAF, l'inspection a constaté :

- 1/ des valeurs renseignées minimisées par rapport aux rapports d'analyses fournis par l'exploitant.
- 2/ aucun commentaire d'explication n'est apporté dans le logiciel par l'exploitant en cas de dépassement des valeurs autorisées.

L'exploitant doit obligatoirement mettre à jour GIDAF, en corrélation avec ses rapports d'analyses reçus, et apporter un commentaire en cas de dépassement des valeurs.

L'inspection propose de laisser un délai de deux mois à l'exploitant pour se mettre en conformité.

\* Certaines cuves de traitement portent, en caractères très lisibles, le nom des substances et préparations et les symboles de danger, conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

L'inspection demande à l'exploitant d'apposer le noms et les motions de danger des produits utilisés sur l'ensemble des cuves de traitement conformément aux prescriptions en vigueur.

L'inspection demande également à l'exploitant d'ajouter, sur un plan du site, les endroits où sont stockés et utilisés les produits dangereux, afin de mettre celui-ci à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées conformément aux prescriptions en vigueur.

Ces deux derniers points étant non conformes, l'inspection propose de laisser un délai de six mois à l'exploitant pour se mettre en conformité.

De plus, au vu de la grande quantité de produits dangereux sur site, afin d'être sûr de ne pas atteindre le seuil de classement SEVESO BAS, l'inspection demande à l'exploitant de lui fournir, dans un délai maximal de six mois, un calcul selon les règles de cumul de ses produits dangereux.

## 2-4) Fiches de constats

### Nom du point de contrôle : Désenfumage – Présence de DEFNC

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Dispositions constructives
<b>Prescription contrôlée :</b> Dispositifs de désenfumage en partie haute « conformes à la réglementation en vigueur »
<b>Constats :</b> Ce point de contrôle n'apporte aucune remarque de la part de l'inspection.  Les dispositifs de désenfumage sont conformes à la réglementation en vigueur.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Nom du point de contrôle : Désenfumage – Dimensionnement des DEFNC

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Dispositions constructives
<b>Prescription contrôlée :</b> Commande automatique et manuelle Commande manuelle placée à proximité des accès
<b>Constats :</b> Les commandes de désenfumage sont automatiques et manuelles. Les commandes manuelles sont situées à proximité des sorties des bâtiments 1et 2 puis à proximité du bureau du régleur pour le bâtiment 3. Le dernier contrôle des dispositifs a été effectué par la société ASPI le 14 avril 2021 et n'a apporté aucune remarque.  Les dispositifs de désenfumage sont conforme à la prescription.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Installations électriques – Mises à la terre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes les parties de l'installation susceptibles d'emmagasiner des charges électriques (éléments de construction, appareillage, réservoirs, cuves, canalisations ...) sont reliées à une prise de terre conformément aux normes existantes.
<b>Constats :</b> Le rapport de visite Q18 fourni par l'exploitant, daté du 16 octobre 2021 est conforme et ne présente aucune anomalie.  Ce point est conforme aux prescriptions.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Installations électriques – Chauffage des bains**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> article 6 - I Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage.
<b>Constats :</b> Ce point de contrôle n'appelle aucune remarque de la part de l'inspection.  Les dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage sont conformes aux prescriptions.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Moyens de lutte incendie – Moyens et entretien**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.  Ces moyens sont maintenus en bon état et vérifiés, au moins une fois par an, par un organisme compétent.
<b>Constats :</b> Le dernier contrôle des moyens de lutte contre l'incendie date du 14 avril 2021. Celui-ci n'a pas fait ressortir de non-conformité. Lors de la visite dans les différents bâtiments, l'inspection a constaté une totale accessibilité aux différents équipements et un bon entretien. Point de contrôle conforme aux prescriptions.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Confinement des eaux incendie – Dimensionnement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. En tout état de cause, l'installation comportant des stockages de substances ou préparation très toxiques de quantité supérieure à 20 tonnes, ou toxiques en quantité supérieure à 100 tonnes, est équipée d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent. Le volume de ce bassin est déterminé au vu de l'étude de dangers. En l'absence d'éléments justificatifs, une valeur forfaitaire au moins égale à 5 m <sup>3</sup> par tonne de produits visés au deuxième alinéa ci-dessus, et susceptibles d'être stockés dans un même emplacement, est retenue.
<b>Constats :</b> L'exploitant possède des cuves de rétention (2) en sous-sol pouvant accueillir un volume total de 873 m <sup>3</sup> . L'exploitant précise faire nettoyer ses rétentions 2 fois par an (périodes hivernale et estivale). Les rétentions étaient vides le jour de l'inspection.  Ce point de contrôle est conforme aux prescriptions.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Confinement des eaux incendie – Organes de commande**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.
<b>Constats :</b> Une vanne manuelle accessible permet le déversement vers la station de Betschdorf. Une consigne est présente et le personnel est formé.  Ce point de contrôle est conforme aux prescriptions.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Surveillance et transmission des émissions et des effets sur l'environnement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/02/2021, articles 3 et 6		
<b>Thèmes :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux		
<b>Prescription contrôlée :</b>		
Art 6 : Les programmes de surveillance des émissions de l'arrêté préfectoral du 11 décembre 1991 sont maintenus.		
L'analyse des rejets est réalisée en référence aux modalités prévues par l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence. Pour les paramètres qui ne sont pas analysés par un laboratoire agréé et pour les paramètres analysés en continu, l'exploitant fait réaliser par un organisme agréé, au moins un contrôle par an. De même, pour les paramètres qui ne sont pas analysés suivant une norme de référence, l'exploitant fait réaliser, par un organisme agréé, au moins un contrôle par an.		
L'exploitant transmet à l'Inspection des installations classées les résultats des contrôles périodiques ou inopinés.		
Tout résultat transmis est accompagné d'un commentaire de l'exploitant. En cas de non-respect de valeurs-limites ou de dérive d'un paramètre de surveillance des milieux :		
<ul style="list-style-type: none"><li>• le fait est explicitement signalé dans le commentaire,</li><li>• la cause en est précisée et, si elle n'est pas connue, les moyens engagés pour la déterminer sont indiqués,</li><li>• les actions correctives mises en œuvre ou prévues ou les démarches engagées pour les déterminer sont exposées avec des engagements en termes de délais.</li></ul>		
Art 3 : Valeurs de référence		
Paramètres	Concentration maximale en mg/L	Concentration sur 24H en mg/L
MEST	30	22
DCO	150	67
NKT (Azote)	13	13
PT (Phosphore)	15	7
Métaux totaux (Al, Cd, Cr, Cu, Fe, Mn, Sn, Pb, Zn)	15	13
Al (Aluminium)	5	5
Ni (Nickel)	0,15	0,04
F (Fluorures)	10	4,5
<b>Constats :</b> Après analyse dans le logiciel GIDAF, l'inspection a constaté :		
1/ des valeurs renseignées minimisées par rapport aux rapports d'analyses fournis par l'exploitant. Rapport d'analyse du 23/12/2021: Déclaration GIGAF du 23/12/2021 : - DCO : 214 mg o2/l - DCO : 145 mg o2/l - Fluorures : 9.6 mg/l - Fluorures : 0.1 mg/l		
2/ aucun commentaire d'explication n'est apporté dans le logiciel par l'exploitant en cas de dépassement des valeurs autorisées.		
L'exploitant doit obligatoirement mettre à jour GIDAF en corrélation avec ses rapports d'analyses reçus et apporter un commentaire en cas de dépassement des valeurs.		
Ce point de contrôle fait l'objet d'une non-conformité majeure.		
L'inspection propose de laisser un délai de deux mois à l'exploitant pour se mettre en conformité.		
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites		
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription		

**Nom du point de contrôle :** Prévention de la pollution atmosphérique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 26	
<b>Thèmes :</b> Risques chroniques, Valeurs limites d'émission	
<b>Prescription contrôlée :</b> Art 26 : Valeurs limites autorisées :	
POLLUANT	REJET DIRECT (en mg/m <sup>3</sup> )
Acidité totale exprimée en H	0,5
HF, exprimé en F	2
Cr total	1
Cr VI	0,1
Ni	5
CN	1
Alcalins, exprimés en OH	10
NOx, exprimés en NO2	200
SO2	100
NH3	30
<b>Constats :</b> Les résultats d'analyse du 25/02/2022 transmis par l'exploitant n'appellent aucune remarque.	
Ce point de contrôle est conforme aux prescriptions.	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites	
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet	



**Nom du point de contrôle : Déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, articles 27, 29, 30
<b>Thèmes :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Art 27 : Sont soumis aux dispositions du présent titre tous les déchets générés, y compris l'ensemble des résidus de traitement (boues, rebuts de fabrication, bains usés, bains morts, résines échangeuses d'ions, etc.).  Art 29 : Les déchets sont éliminés dans une installation dûment autorisée à cet effet, en application du titre I <sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement. L'exploitant tient un registre des déchets, conformément aux dispositions du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets et à ses arrêtés d'application.  Art 30 : Leur stockage sur le site doit être fait dans des conditions techniques ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.
<b>Constats :</b> L'exploitant a déclaré avoir fait évacuer pour élimination, dans une installation dûment autorisée, 200 tonnes de déchets dont 143 tonnes de déchets dangereux, au titre de l'année 2021 dans GEREP. L'inspection a constaté un stockage des déchets sur site conforme aux attendues ainsi qu'un bon suivi des déchets par l'exploitant.  Ce point de contrôle est conforme aux prescriptions.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## Nom du point de contrôle : Dispositions générales d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, articles 11 et 12
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, substances dangereuses (gestion et stockage)
<b>Prescription contrôlée :</b> <b>Art 11 :</b> L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans l'établissement (substances, bains, bains usés, bains de rinçage ...) ; les fiches de données de sécurité prévues dans le code du travail permettent de satisfaire à cette obligation.  Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et préparations et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.  <b>Art 12 :</b>  L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation. Les réserves de cyanure, de trioxyde de chrome et autres substances toxiques sont entreposées à l'abri de l'humidité. Le local contenant les produits cyanurés ne doit pas renfermer de solutions acides. Les locaux doivent être pourvus de fermeture de sûreté et d'un système de ventilation naturelle ou forcée donnant sur l'extérieur.  <b>Constats :</b> L'exploitant dispose des fiches de données de sécurité, documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans l'établissement. Elles sont affichées et à disposition, répertoriées dans un classeur.  Certaines cuves de traitement portent, en caractères très lisibles, le nom des substances et préparations et les symboles de danger, conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.  L'inspection demande à l'exploitant d'apposer les noms et les motions de danger des produits utilisés sur l'ensemble des cuves de traitement, conformément aux prescriptions en vigueur. L'inspection demande également à l'exploitant d'ajouter, sur un plan du site, les endroits où sont stockés et utilisés les produits dangereux, afin de mettre celui-ci à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées, conformément aux prescriptions en vigueur.  Ces deux derniers points étant non conformes, l'inspection propose de laisser un délai de six mois à l'exploitant pour se mettre en conformité.  De plus, au vu de la grande quantité des produits dangereux sur site, afin d'être sûr de ne pas atteindre le seuil de classement SEVESO BAS, l'inspection demande à l'exploitant de lui fournir, dans un délai maximal de six mois, un calcul selon les règles de cumul de ses produits dangereux.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescriptions